

## Les locataires, ces électeurs oubliés

Jeudi, 8 h 30. En pleine heure de pointe matinale, un kiosque représentant un logement où s'entassent des locataires se trouve à la sortie de la station de métro Rosemont. Au sommet de la structure trône un personnage représentant un propriétaire immobilier prospère. Une mise en scène ludique de la Table de concertation pour le logement et l'aménagement de La Petite-Patrie, pour sensibiliser la population, et surtout interpeller les candidats à l'élection municipale, sur la question des locataires.

Alors que le scrutin approche à grands pas, l'organisme souhaite faire du parc de logement locatif un enjeu électoral. Pour ce faire, il entend multiplier les interventions auprès des Rosemontois dans les prochaines semaines, notamment en soulevant cette question lors des différents débats locaux organisés par la Corporation de développement communautaire Rosemont.

« On trouve qu'on ne parle pas assez des problèmes des conditions de logement des locataires, qui pourtant sont majoritaires dans le quartier. Chaque année, dans La Petite-Patrie, neuf locataires sur dix ont des hausses abusives de leur loyer. Ces locataires, ce sont aussi des électeurs et on ne parle pas de ce qui les touche vraiment », fait valoir le porte-parole Martin Blanchard, qui pour l'occasion portait un tutu pour illustrer et dénoncer « l'absurdité de la situation du logement locatif ».

Au-delà du coût des loyers, d'autres problèmes guettent les locataires : le manque d'appartements locatifs, la taille des logements et aussi l'état de ceux-ci. Il n'est pas rare qu'ils présentent des problèmes d'infiltration d'eau ou de moisissures.

« En 2011, il y a eu près de 400 plaintes faites au service des inspections pour des problèmes de moisissures, de punaises, etc. Il n'y a pas eu un seul constat d'infraction qui a été remis. Le règlement est très bon, les locataires en font usage, mais il n'est pas appliqué! L'arrondissement a une approche pédagogique; il appelle le propriétaire pour le sensibiliser sans toutefois faire respecter son règlement. Ça fait en sorte que les locataires se découragent et vivent dans des conditions difficiles », plaide-t-il, indiquant que près de 2600 logements sur le territoire de La Petite-Patrie nécessitent des travaux majeurs.

### Revendications

Afin de faire changer les choses, la Table de concertation pour le logement et l'aménagement de La Petite-Patrie met de l'avant sept revendications. Elle demande la création de 1000 logements sociaux et communautaires sur le territoire qu'elle dessert, d'ici 2017, et 22 500 sur l'ensemble du territoire montréalais.

Elle souhaite aussi que la municipalité fasse l'acquisition du terrain situé à l'angle de la rue Saint-Zotique et de l'avenue du Parc, afin d'y construire du logement social et communautaire, en plus d'y créer des emplois et d'y aménager des espaces publics.

L'organisme revendique aussi l'adoption d'une stratégie d'inclusion adaptée aux différents projets de condos, afin que celle-ci s'applique aux petits comme aux gros développements immobiliers. Actuellement, seuls ceux de 200 unités ou plus sont visés par la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville-centre.

La Table de concertation demande également l'adoption de mesures pour protéger le parc locatif, l'application plus rigoureuse du règlement de salubrité et l'inclusion de la population de La Petite-Patrie dans la prise de décisions.

Si la majorité des candidats semblent sensibles à la cause du logement locatif, la Table de concertation, elle, désire qu'ils prennent des engagements formels en ce sens.